

15/

L'unité d'action des trotskystes, anarchistes et socialistes de gauche autour de l'anticolonialisme et de l'anti-bonapartisme (1954-1958)

Mathieu LE TALLEC *

A l'époque de la guerre d'Algérie, le Parti Communiste Internationaliste majoritaire, la Fédération communiste libertaire et des socialistes de gauche mènent un combat commun anti-impérialiste au sein de comités de défense, d'abord centrés sur Messali Hadj avant de s'étendre aux syndicalistes algériens. Les trotskystes s'associent également avec des anarcho-syndicalistes par l'intermédiaire d'Alexandre Hébert. C'est ainsi qu'à partir d'un appel de militants ouvriers et syndicalistes de la région nantaise va être constitué un Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière. En 1958, avec le retour au pouvoir du général De Gaulle, un groupement éphémère, le Comité d'Action Révolutionnaire, est suscité par le Comité de coordination libertaire et les trotskystes.

A lors que pendant la Guerre d'Espagne, il n'était pas rare de croiser des militants conciliant une appartenance anarcho-syndicaliste (CNT) et marxiste (POUM), aujourd'hui, en France, la CNT divisée n'est que l'ombre de son homonyme espagnole, et la multitude de partis et groupuscules de chaque mouvement politique n'a de cesse de raviver une vieille querelle héritée tant des divergences entre les fondateurs de la Première Internationale que de certains épisodes de la Révolution d'Octobre. En dehors du personnage de Daniel Guérin, peu de personnalités ont tenté un rapprochement entre ces deux frères ennemis. Il existe cependant en France un courant se réclamant de la IVème

Internationale, qui a noué des relations privilégiées avec certains courants de l'anarchisme du fait d'évènements extérieurs, puis des liens durables tissés entre ces militants révolutionnaires sur le terrain pratique de la lutte des classes (notamment à travers la tendance syndicale révolutionnaire de la FEN, l'Ecole Emancipée). C'est ainsi que d'après un anarchiste lui-même hostile à ce courant, «historiquement, la plus ancienne des organisations à avoir entretenu, dès la fin de la guerre, des relations suivies avec les anarchistes est indubitablement l'OCI»¹.

En réalité, dès avant la fondation de la IVème Internationale, les trotskystes français du Parti Ouvrier Internationaliste (POI) recherchent l'unité avec ces derniers en participant voire en impulsant des regroupements politiques contre l'impérialisme sous la forme de comités. C'est ainsi que dès 1935, le Comité de liaison contre la guerre et l'union sacrée entend livrer bataille contre la guerre impérialiste. Il regroupe les trotskystes, les syndicalistes-révolutionnaires de La Révolution Proletarienne, les libertaires de l'Union Anarchiste, des militants de la Confédération Générale du Travail Syndicaliste Révolutionnaire (CGTSR), les socialistes de gauche de Marceau Pivert et des écrivains (tels que Jean Giono, Magdeleine Paz, Henry Poulaille et Simone Weil). Fin 1937, le Secours International Solidarité-Liberté (SISL)² regroupe le Comité de la Révolution espagnole, le Comité d'enquête sur les procès de Moscou, les Etudiants Socialistes, les Amis de l'Ecole Emancipée, la Gauche révolutionnaire, le POI et la Révolution prolétarienne³.

A l'époque de la guerre d'Algérie, le Parti Communiste Internationaliste (PCI) majoritaire, lié au Mouvement National Algérien (MNA) de Messali Hadj, et la Fédération communiste libertaire (FCL), liée au Mouvement Libertaire Nord Africain (MLNA) avant de se rapprocher du même MNA, mènent un combat commun anti-impérialiste à travers le Comité de lutte contre la répression colonialiste, qui leur vaudront les foudres de l'Etat français (saisine des journaux «La Vérité» et «Le Libertaire») et le soutien d'André Breton⁴. De nombreuses personnalités, que l'on peut

¹ PORTIER, Henri, «Danger... trotskystes!», in *Le Monde libertaire*, 20 mars 2003. L'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) est depuis 1965 la section française de la Quatrième Internationale, héritière du PCI majoritaire.

² Il est à noter que tant dans son appel constitutif que dans sa réunion publique du 13 janvier 1938, le SISL fait déjà état de la situation de Messali Hadj.

³ Seuls les anarchistes qui ont constitué la Solidarité Internationale Antifasciste (SIA) n'y participent pas.

⁴ C'est ainsi qu'au Meeting pour la défense de la liberté du 20 avril 1956, André Breton dénonce une politique répressive marquée par l'arrestation de Claude Bourdet et de militants trotskystes ainsi que la saisie des journaux *Le Libertaire* et *La Vérité*. Contre le colonialisme, André Breton invite ses auditeurs à rejoindre le Comité d'action des intellectuels français contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord. Un meeting de ce dernier, «contre la guerre et la répression,

regrouper sous le vocable de socialistes de gauche (tels que Marceau Pivert, Jean Rous ou Yves Dechezelles) les rejoindront au sein de comités de défense, d'abord centrés sur la personne de Messali Hadj avant de s'étendre aux syndicalistes de l'Union syndicale des travailleurs algériens. Outre ce court combat partagé avec les communistes libertaires de la FCL, les trotskystes du PCI majoritaire vont également construire des liens étroits et durables avec des anarcho-syndicalistes de Loire Atlantique par l'intermédiaire d'Alexandre Hébert. C'est notamment à partir de ces regroupements nés de la révolution algérienne que vont se constituer d'autres regroupements, unifiant des personnalités et/ou des organisations se réclamant du mouvement ouvrier.

En effet, face à la SFIO toujours prisonnière du projet Blum-Viollette de 1936 qui conduira à l'appel au contingent de Guy Mollet vingt ans plus tard, et au PC qui s'oppose au mot d'ordre d'indépendance nationale⁵ et par conséquent aux mouvements de libération nationale dans les colonies françaises, les trotskystes, anarchistes et socialistes de gauche se retrouvent, malgré leurs divergences, dans le combat commun pour l'indépendance de l'Algérie, perpétuant la tradition anticolonialiste du mouvement ouvrier qui correspond à un anti-impérialisme pour les uns, à une idéologie pacifiste ou anti-militariste pour les autres.

C'est ainsi qu'à partir d'un appel de militants ouvriers et syndicalistes de la région nantaise va être constitué un Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière (CLADO), cadre de confluence et de convergence de militants ouvriers d'origines diverses (dont des trotskystes et des anarcho-syndicalistes) combattant sur le terrain de l'indépendance politique de la classe ouvrière. En 1958, avec le retour au pouvoir du général De Gaulle, un groupement éphémère, suscité par le Comité de coordination libertaire⁶ et les trotskystes, le Comité d'Action Révolutionnaire (CAR) réunit de nombreuses organisations se réclamant de la révolution.

pour la négociation et la Paix en Algérie» est par ailleurs annoncé dans *La Vérité* n°461 du 31 mai 1957.

⁵ C'est ainsi qu'en 1956, soit deux ans après le déclenchement de l'insurrection, le PC continue à demander le maintien de l'Algérie dans l'Union française. Il recherche en effet l'alliance avec les éléments nationalistes de la bourgeoisie française, qui se matérialise par la défense de l'empire colonial français contre une éventuelle mainmise américaine, et qui correspond sur le plan international à la politique de lutte entre les deux blocs.

⁶ Créé sur l'initiative du GAAR (Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire), ce comité regroupait en outre la CNT, la FA et les Jeunes Libertaires.

1. L'anticolonialisme à travers la question de l'indépendance de l'Algérie

Au lendemain de l'insurrection de la Toussaint 1954, les seules organisations françaises à soutenir l'indépendance algérienne sont le PCI majoritaire et la FCL⁷, liée au MLNA⁸. La FCL manifeste un soutien de plus en plus inconditionnel en faveur des messalistes, ce qui le rapproche du PCI avec qui elle mènera des actions communes au sein de comités ad hoc⁹. Cette politique de front unique d'organisations et de personnalités issues de différentes sensibilités du mouvement ouvrier se poursuit autour de la défense des syndicalistes algériens qui fait suite à la répression des militants de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA) fondée par des militants du MNA en 1956.

1.1 La défense des victimes de la répression colonialiste

1.1.1 Brève histoire du nationalisme algérien: les organisations dirigées par Messali Hadj

L'Etoile Nord Africaine (ENA)¹⁰, fondée en 1924 parmi les travailleurs immigrés algériens sous l'impulsion du PCF suite à une décision du 6ème comité exécutif de l'Internationale communiste, est la première organisation à revendiquer l'indépendance pour l'Algérie. Messali Hadj rejoint l'organisation en 1926, dont il devient un des principaux dirigeants en développant la revendication centrale de l'indépendance totale. Cette dernière s'oppose à celle défendue par la gauche française d'une autonomie avec un parlement indigène, ce qui entraîne la rupture avec le PC. Atteignant rapidement plusieurs milliers d'adhérents, l'ENA influence largement des dizaines de milliers de travailleurs algériens. Si elle est dissoute par l'Etat français en 1929, ses structures lui permettent de résister à la répression pour réapparaître en

⁷ Lors du congrès de Paris de la Fédération anarchiste des 23 au 25 mai 1953, deux orientations s'affrontent, celle de Georges Fontenis, qui est partisan de la construction d'un parti plus centralisé, et celle portée par Maurice Joyeux consistant à maintenir la FA dite de 1945 comme une organisation synthésiste. Le courant de Fontenis prend le pas sur l'autre, qui conserve le nom de FA et crée «Le Monde libertaire», et rebaptise la FA en Fédération Communiste Libertaire (FCL) en décembre de la même année après un référendum tout en gardant le journal «Le Libertaire». Elle fonde, avec d'autres organisations communistes libertaires, une Internationale communiste libertaire (ICL) qui ne survivra pas à son démantèlement.

⁸ Des militants comme Martin, Doukhan, Mohamed Saïl et Idir Amazit écrivent pour le *Libertaire*.

⁹ Sur cette période et les rapports entre la FCL et le PCI majoritaire, voir notamment PATTIEU, Sylvain, *Les camarades des frères. Trotskistes et libertaires dans la guerre d'Algérie*, Paris, Editions Syllepse, 2002.

¹⁰ SIMON, Jacques, *L'Étoile nord-africaine (1926-1937)*, Paris, L'Harmattan, 2003.

1933. L'ENA participe activement au front anti-fasciste du 12 février 1934 et noue pour la première fois des liens avec la gauche non communiste, notamment l'aile gauche de la SFIO de Pivert et Guérin. Opposée au projet Blum-Violette d'une assemblée indigène avec une forme de suffrage censitaire, l'ENA est dissoute par le gouvernement de Front Populaire en 1936. Le Parti du Peuple Algérien (PPA)¹¹ est quant à lui fondé le 11 mars 1937 par Messali Hadj en France. Ce nouveau parti maintient la direction, les structures et les objectifs de l'ENA. Le PPA est interdit à son tour en 1939 et vingt-huit de ses responsables arrêtés le 4 octobre. Il reste cependant constitué dans la clandestinité et refait surface en 1945 à Sétif, lors des manifestations du 8 mai qui expriment à la fois une défense de la démocratie et l'aspiration à l'indépendance¹², et dont la répression fait plusieurs dizaines de milliers de morts. En 1946, Messali Hadj est libéré et crée le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD)¹³ dont la fonction est d'assurer une existence légale au PPA. Trois courants commencent à s'afficher au Congrès du MTLD de 1953: le courant centraliste, composé de la majorité des membres du comité central qui axe sur la bataille électorale, le courant préfigurateur du FLN, favorable à l'insurrection immédiate, et le courant messaliste qui, regroupant la plupart des cadres historiques du mouvement, constitue une organisation paramilitaire (l'Organisation Spéciale) et n'exclut plus la lutte armée.

Les messalistes tiennent un congrès à Hornu en juillet 1954 qui confirme la scission et décide de préparer une insurrection. Le Mouvement National Algérien (MNA) est ainsi créé fin novembre 1954, devenant le parti d'avant-garde de la révolution. Face à lui vont se dresser les autorités coloniales, le Front de Libération Nationale (FLN)¹⁴ ainsi que ses alliés en Algérie et en France, la Ligue arabe et le bloc communiste. De 1954 à 1956, les militants et dirigeants du MNA participent activement à la création de

¹¹ SIMON Jacques, *Le PPA (Le Parti du peuple algérien): (1937-1947)*, Paris, L'Harmattan, 2005.

¹² La libération de Messali Hadj, détenu par l'Etat Français, figure par ailleurs parmi les revendications

¹³ SIMON, Jacques, *Le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des libertés démocratiques) (1947-1954), (Algérie)*, Paris, L'Harmattan, 2003.

¹⁴ D'après Benjamin Stora, Messali approuve l'initiative de constitution d'un Comité représentant le Front de Libération Nationale (composé de représentants du MNA, du CRUA et de l'ex-Comité Central) jusqu'à ce que rentrent dans le FLN des éléments bourgeois et religieux, c'est-à-dire des représentants de l'Association des Oulamas et de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (STORA, Benjamin, *Messali Hadj.1898-1974*, Paris, Hachettes Littératures, 2004, pp. 236-237) en avril 1955. En outre, si Messali fonde son analyse sur le fait qu'en Algérie, la base sociale de la lutte pour l'indépendance est exprimée par un peuple de dix millions («un peuple-classe»), ce qui fait qu'il n'y a pas de différence tranchée de programme entre le FLN et le MNA, si ce n'est le refus de la compromission avec les réformistes, le recours à la mobilisation de masse (opposée à la seule lutte militaire) et un internationalisme conséquent, le congrès de juin 1957 de l'USTA établira une différenciation sociale permettant de clarifier les problèmes de la révolution.

l'Armée de Libération Nationale (ALN), créent le premier syndicat algérien indépendant (L'Union Syndicale des Travailleurs Algériens), participent à l'internationalisation de la question algérienne (Conférence de Bandoeng, ONU, etc.) et se battent pour une Assemblée Constituante Souveraine élue au suffrage universel par tous les Algériens (Européens, Juifs et Musulmans) en recherchant toujours l'alliance de la classe ouvrière française¹⁵. En effet, lors de la grève générale d'août 1953, Messali Hadj, en résidence surveillée à Niort, lance un appel au combat uni des travailleurs algériens et des travailleurs français contre la politique antisociale du gouvernement de l'époque (Laniel), diffusé parmi des milliers de travailleurs algériens en France, suivi d'une déclaration de la délégation permanente du MTLD qui, saluant la classe ouvrière française, exprime sa satisfaction de la part active prise par les travailleurs algériens dans les actions menées par les travailleurs français. Le MTLD demande par ailleurs à tous les Algériens émigrés en France de continuer à s'associer à toutes les actions engagées pour les revendications professionnelles pour l'unité la plus complète avec les ouvriers français. De même, en septembre 1955, le MNA lance un appel aux travailleurs français selon lequel «l'action unie des peuples algérien et français peut en ce moment être décisive et asséner un coup mortel à l'impérialisme exploiteur de tous les ouvriers»¹⁶. A Nantes, à l'initiative des trotskystes, les militants du MNA participent d'ailleurs publiquement aux grèves d'août-septembre de cette même année.

1.1.2 Le Comité pour la libération immédiate de Messali Hadj

«Créé le 3 octobre¹⁷, à l'initiative du Parti communiste internationaliste (PCI), par des militants CGT, CGT-FO, CFTC, autonomes, et de personnalités, le Comité Messali [Comité pour la libération de Messali Hadj] a tenu son premier meeting le 15 octobre, place Nationale à Billancourt, devant les usines Renault, pour protester contre l'aggravation des conditions de déportation de Messali. En novembre, il publie le premier numéro de son Bulletin de liaison, un Mémoire sur le cas de

¹⁵ Sur le MNA durant cette période, voir SIDI MOUSSA, Nedjib, SIMON, Jacques, *Le MNA: le Mouvement national algérien (1954-1956)*, Paris, L'Harmattan, 2008.

¹⁶ LAMBERT, Pierre, «Les travailleurs algériens dans la grève générale d'août 1953 en France», *Informations ouvrières*, n°666, reproduit dans *La Vérité*, n°60-61, mars 2008, pp. 129-130.

¹⁷ Constitué en 1954, le comité est présidé par Jean Cassou. Elie Boisselier, qui en est le secrétaire, est à l'origine du don à la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine) de Nanterre) des Archives du Comité pour la libération de Messali Hadj (1898-1974) et des victimes de la répression, composé de procès-verbaux des réunions du comité, tracts, pétitions, coupures de presse, lettres d'adhérents, appels au peuple algérien, documents administratifs et correspondances. Le bureau du comité comprend des personnalités comme Daniel Guérin, Marceau Pivert, Jean Rous et Laurent Schwartz, dont nous reparlerons plus tard. Il sortira 13 brochures de décembre 1954 à avril 1957.

Messali Hadj et il prépare pour le 16 janvier 1955, une Assemblée nationale des Comités pour la libération de Messali et les victimes de la répression». ¹⁸

Les Comités Messali impulsent un large mouvement de protestation contre les arrestations massives de messalistes, la torture des dirigeants Moulay Merbah, Abdelaziz, Addad Ali, selon «les méthodes de la Gestapo»¹⁹, ce qui entrainera la saisie du *Libertaire* et de *La Vérité* et une menace d'interdiction du PCI. En mars 1955, la campagne prend une dimension nouvelle, après le succès de la Conférence nationale des Comités Messali Hadj, et les prises de position des syndicats d'enseignants »²⁰ de la FEN²¹

«La FCL participe aux comités Messali et crée un Comité de lutte contre la répression colonialiste d'audience plus restreinte. Les trotskystes majoritaires participent à cette dernière structure». ²²

1.2 Du Comité de lutte contre la répression colonialiste au Comité contre l'exécution de Ben Boulaid et des condamnés à mort des algériens

En effet, «dans le même temps, la Fédération communiste libertaire (FCL) et le PCI forment un Comité de lutte contre la répression colonialiste qui appelle, le 21 décembre 1954, à un meeting, salle Wagram. La police interdit la réunion, mais la lettre envoyée par Messali à Daniel Guérin, pour être lue, sera publiée dans *Le Libertaire*²³»²⁴. La FCL

¹⁸ *La Vérité*, 10 décembre 1954.

¹⁹ BOURDET, Claude, «Y a-t-il une Gestapo algérienne?», in *Cahiers maghrébins*, 1954, pp. 37-44.

²⁰ SIMON, Jacques (dir.), *L'immigration algérienne en France. Des origines à l'indépendance*, Paris, Editions Paris-Méditerranée, 2000, pp. 288-289.

²¹ «Un débat s'ouvre au sein du Syndicat des Instituteurs (SNI), suite [notamment] à un article [très favorable à Messali Hadj] de Diot et Sarda de l'Ecole Émancipée [dans l'Ecole libératrice du 25 février 1955] [...], [et à] la motion du conseil syndical du Syndicat des instituteurs (SNI) d'Alger » d'après SIMON, Jacques, *Novembre 1954: la révolution algérienne commence*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 224. C'est ainsi qu'au cours d'un voyage d'études en Algérie, A. Baillet parle des difficultés à rencontrer «les militants du MTLD, dont une fraction prône l'indépendance de l'Algérie et qui semble jouir actuellement d'un certain crédit auprès d'une population qui souffre», d'après une résolution unanime du Congrès du Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne (SERP-FEN autonome) du 24 mars 1955, reproduite et analysée dans *La Vérité* du 1er avril 1955.

²² «Comité anti-colonialiste», in *La Vérité*, n°347, 7 janvier 1955, cité dans HENTZGEN, Jean, *Agir au sein de la classe. Les trotskystes français majoritaires de 1952 à 1955*, Université de Paris I, UFR d'Histoire, Centre d'histoire sociale du XXème siècle, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, sous la direction de Michel Dreyfus et d'Annie Fourcaut, Septembre 2006, p.143.

²³ GUERIN, Daniel, *Quand l'Algérie s'insurgeait, 1954-1962*, Paris, La Pensée sauvage, 1979, pp. 62-65.

²⁴ SIMON, Jacques, *L'immigration algérienne en France. Des origines à l'indépendance*, cit., p. 289.

quittera le Comité de lutte contre la répression colonialiste pour fonder un Mouvement de lutte anticolonialiste (MLA)²⁵, qui rassemblait à Paris «des anarchistes, des trotskystes et des militants appartenant à la mouvance qui deviendra ensuite la "Nouvelle Gauche"»²⁶. A l'initiative de Robert Chéramy du PCI majoritaire, un Comité contre l'exécution de Ben Boulaid²⁷ et des condamnés à mort des algériens est par ailleurs constitué. Ce comité, surtout composé d'intellectuels en sympathie avec Messali et le MNA, comprend les avocats de Ben Boulaid (Yves Dechezelles, Pierre et Renée Stibbe). Un meeting se tient le 8 novembre 1955 salle Wagram sous la présidence de Jean Cassou.

1.3 Le comité de soutien à Pierre Morain²⁸

En mai 1955, le premier militant français incarcéré pour son soutien à la cause algérienne est un ouvrier (terrassier) communiste libertaire, membre de la FCL, Pierre Morain. André Marty²⁹, Daniel Guérin et Albert Camus³⁰ prennent la défense de Pierre Morain. Le Comité de soutien lancé en octobre 1955³¹ sous l'impulsion du trotskyste Daniel Renard, de George Fontenis, Louis Houdeville et Claude Gérard enregistre les adhésions de nombreuses personnalités parmi lesquelles figurent les surréalistes. En effet,

²⁵ *Le Libertaire*, n°435 du 16 juin 1955 indique que la FCL s'est retirée du Comité de lutte contre la répression colonialiste et annonce la création du MLA. Ce dernier publiera un seul numéro de *La Lutte Anticolonialiste*, Bulletin mensuel du MLA, en avril 1956 (cfr. *Le Libertaire* n°475 du 19 avril 1956).

²⁶ GENTY, Jean-René, *Le mouvement nationaliste algérien dans le nord (1947-1957): Fidaou al Djazaïr*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 134.

²⁷ Mostefa Ben Boulaid milite dans les rangs du PPA et joue un rôle important dans l'Organisation spéciale. Il est l'un des fondateurs du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) et est à la direction des opérations du déclenchement de la Guerre d'Algérie du 1er novembre 1954 dans la région des Aurès. Il est arrêté le 11 février 1955 en Tunisie et condamné à mort par le tribunal de Constantine. Il s'évade de la prison centrale de Constantine en novembre 1955. Il décède le 22 mars 1956 dans le maquis.

²⁸ COMITÉ DE DÉFENSE DE PIERRE MORAIN, *Un Homme, une cause: Pierre Morain*, Paris, Éditions. du Libertaire, 1955. Contient des textes d'André Marty, Claude Bourdet, Daniel Guérin, Georges Fontenis et Jacques Danos. René Bianco indique dans sa thèse (*Répertoire des périodiques anarchistes de langue française : un siècle de presse anarchiste d'expression française, 1880-1983*, Aix-Marseille, 1987, disponible à l'adresse URL : < <http://bianco.ficedl.info> > [consulté le 12 janvier 2012]) que cette brochure est publiée par «Le Libertaire» en 1955. Genty (*Le Mouvement nationaliste algérien dans le Nord*, opus cité, p. 137 et p. 144), indique février 1956 pour cette parution. Une annonce pour cette brochure paraît d'ailleurs dans «Le Libertaire» du 16 février 1956.

²⁹ «André Marty se solidarise de P. Morain», *Le Libertaire*, n°439, 14 juillet 1955.

³⁰ CAMUS, Albert, «La princesse et le couvreur», in *L'Express*, 8 novembre 1955, texte repris dans ID., *Albert Camus, éditorialiste à «L'Express: mai 1955-février 1956*, Paris, Gallimard, 1987, p. 92.

³¹ PHILIPPE, Paul, «Le comité pour la défense de Pierre Morain et de toutes les victimes de la répression colonialiste est créé», in *Le Libertaire*, n°448, 13 octobre 1955.

devant la lourdeur de la peine, et les autres procédures qui s'annonçaient, un comité se constitua à Paris regroupant les différents milieux anticolonialistes emmenés par Jean Cassou, l'historien d'art résistant, Claude Bourdet, ancien responsable du mouvement Combat, Daniel Guérin qui était alors très proche de la fédération anarchiste et l'avocat Yves Dechezelles. En fait, le comité était surtout animé par deux militants anarchistes, Jacques Danos et Armand Robin. Le comité pour la libération de Pierre Morain devint un des premiers lieux de regroupement des anticolonialistes radicaux. Il permit de mener une campagne de popularisation de la cause des nationalistes algériens et notamment ceux du MNA. Le 27 octobre 1955, «le Libertaire» annonçait l'adhésion au comité de Messali Hadj [...]. En février 1956, le comité publia une brochure intitulée «Un homme, une cause: Pierre Morain, un prisonnier d'Etat».³²

Fontenis est par ailleurs signataire en juillet 1956 de l'«Appel pour l'unité du front des révolutionnaires» avec notamment des militants trotskystes. Cependant, la police française liquide le MLNA puis la FCL, qui comptait près de 300 membres, entre 1956 et 1957. Ainsi, en juillet 1956, le *Libertaire*, étranglé par les condamnations, la censure et les saisies de la police, cesse de paraître. Fontenis, passé dans la clandestinité, est interpellé par la DST en juillet 1957. Les libertaires poursuivent néanmoins la lutte contre le colonialisme, au sein des Groupes anarchistes d'action révolutionnaires³³ ou, pour les rescapés de la FCL, au sein de la Voie communiste³⁴.

Nous pouvons cependant mentionner ici qu'outre la cause de la révolution algérienne, les grèves de 1955 en Loire Atlantique rapprochent le PCI majoritaire et la FCL. Toutefois, malgré leur rôle respectif important, ces deux organisations ne sauraient être tenues pour responsables du débordement des organisations syndicales sur leur gauche, qui se matérialise par la durée (huit mois, de l'émergence des premiers comités d'action des soudeurs nazairiens en février à la conclusion d'un accord entre

³² GENTY, Jean-René, *op. cit.*, p. 137.

³³ En décembre 1955, la FCL décide de présenter des «candidats révolutionnaires» aux élections législatives de 1956. Ils feront un score dérisoire, mais cette décision provoque une scission de plusieurs groupes qui vont former les Groupes anarchistes d'action révolutionnaire (GAAR).

³⁴ Certains militants du PCI minoritaire (tendance Franck, issu de la scission du PCI de 1951-1952), tels que Denis Berger et Félix Guattari, appliquant la ligne de Michel Pablo dite «entrisme sui generis», font de l'entrisme dans le PCF autour de la revue interne d'opposition *Tribune de Discussion* à partir de mars 1956. Exclu du PC pour avoir critiqué l'intervention soviétique en Hongrie et la ligne politique des dirigeants du parti, notamment sur la question algérienne, Gérard Spitzer crée, à l'automne 1956, le bulletin «l'Étincelle». Malgré certaines divergences, les deux groupes fusionnent en avril 1957. De ce regroupement naît «le Bulletin de l'opposition communiste» qui devient en janvier 1958 «la Voie Communiste», dont Fontenis sera membre, groupe oppositionnel au sein du PCF qui s'engage dans un soutien actif au FLN.

patronat et syndicats à Nantes en octobre) et la dureté (notamment par l'utilisation d'engins explosifs contre les forces de l'ordre le 18 août) du conflit. En effet, selon Christophe Patillon,

voir dans ces débordements l'activité de gauchistes serait tout simplement faux. Les rapports de police sont quasiment vierges de témoignages portant sur l'activité de groupes trotskystes ou anarchistes. Ceux-ci ne semblent faire l'objet d'aucune surveillance spécifique, et les comptes-rendus relatifs aux affrontements ne stigmatisent aucun d'entre eux. Tout juste apprend-on que quatre militants de la Fédération communiste-libertaire extérieurs au département (dont Georges Fontenis) ont distribué un tract à Nantes le 23 août³⁵, et que le lendemain la conférence publique du PCI – animée par Pierre Lambert et Georges Nouvel (militant CGT de la métallurgie, cheville ouvrière du PCI en Loire-Atlantique) – n'a rassemblé qu'entre 12 et 15 personnes³⁶. Même s'il semble que les militants révolutionnaires organisés ont joué un rôle dans le déclenchement de certains événements, ils ne furent pas les seuls à rechercher la confrontation physique avec les forces de l'ordre, et on ne peut leur imputer tous les heurts qui ont secoué ces longs mois de lutte.³⁷

1.4 La défense des syndicalistes algériens

L'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA)³⁸ est constituée à Alger, le 14 février 1956, par des syndicalistes du MNA. La Fédération de France de l'USTA naît le 26 mars 1956 et est présente là où l'implantation algérienne est forte, principalement dans les mines, la chimie, le bâtiment, les travaux publics, la métallurgie et la sidérurgie, surtout dans le Nord, l'Est et en région parisienne. Elle reçoit le soutien de la gauche socialiste révolutionnaire française (le PCI majoritaire, la FCL, «La

³⁵ La FCL est présente lors des grèves d'août 1955 à Nantes, où elle distribue 10.000 exemplaires d'une édition spéciale du «Libertaire».

³⁶ Notons par ailleurs que d'après les Archives départementales de Loire Atlantique (ADLA), les militants FCL assisteront à cette conférence publique. Voir ADLA, 1226 W 434 et 213 W 153.

³⁷ PATILLON, Christophe, «Masses & dirigeants», in *Agone*, 33, 2005, URL: < <http://revueagone.revues.org/index160.html> >[Consulté le 25 novembre 2009]. Les extraits d'entretien avec Alexandre Hébert sont disponibles au Centre d'Histoire du Travail (CHT) de Nantes.

³⁸ Sur l'histoire de l'USTA, voir notamment les différents volumes de SIMON Jacques, *La fédération de France de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA). Le Premier Congrès-Juin 1957*, Paris, L'Harmattan, 2002; ID., *La fédération de France de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA). Le Deuxième Congrès-Novembre 1959* Paris, L'Harmattan, 2002; ID., *La fédération de France de l'Union syndicale des travailleurs algériens (USTA). F.L.N contre U.S.T.A* Paris, L'Harmattan, 2002 ; ID., *La voix du Travailleur Algérien*, Paris, L'Harmattan, 2002. *La Voix du travailleur algérien* est le journal publié de 1957 à 1962 par l'USTA.

Révolution prolétarienne» de Pierre Monatte, des individus issus du communisme libertaire comme Daniel Guérin) et de certains syndicats comme la FEN. L'hostilité des appareils syndicaux et du PCF est encore renforcée par la condamnation par l'USTA des invasions impérialistes en Égypte lors de la crise du canal de Suez et de l'agression soviétique à Budapest lors de l'été 1956.

1.4.1 L'appel à l'opinion

Evoquant les assassinats de Ahmed Semmache le 20 septembre 1957, Méliouli Said et Hacine Maroc le 24 septembre 1957, et de l'attentat le 7 octobre contre Filali Abdallah, tous responsables syndicalistes de l'USTA, par le FLN³⁹, qui se sont produits «quelques semaines après l'appel qu'avait lancé Messali Hadj à ses compatriotes pour qu'ils prennent conscience de l'immense préjudice que porte à la cause algérienne l'emploi de pareilles méthodes pour régler les différends politiques entre nationalistes», l'appel à l'opinion qui paraît dans «La Vérité» explique que

devant de pareils attentats, il n'est pas possible de se taire. Nous ignorons qui a armé le bras des meurtriers et il est étonnant, en effet, que les récents attentats aient été particulièrement dirigés contre les syndicalistes de l'USTA. Mais, même si ces crimes ont été commis à l'instigation de dirigeants nationalistes, ils n'en demeurent pas moins des crimes. Il appartient, certes, aux nationalistes algériens, de diriger eux-mêmes leur lutte, et nous n'avons jamais prétendu leur donner des conseils. Mais il est une forme de paternalisme aussi pernicieuse que nous rejetons : c'est celle qui consiste à approuver tout ce que font les nationalistes, quels qu'ils soient, même si leurs actes visent à des fins et usent de méthodes anti-démocratiques. Nous ne pouvons pas ne pas crier notre indignation contre des crimes qui atteignent des hommes aussi valeureux que Filali Abdellah et ses camarades syndicalistes. Il y va de cette conception même de la dignité et de la fraternité humaines. Au surplus, de tels actes portent un tort immense à la cause algérienne et risquent d'élever un mur d'incompréhension entre les travailleurs français et algériens. Seuls les ultra-colonialistes pourront se réjouir de tels actes auxquels sont supprimés des hommes que la répression n'avait pas abattus. Quant à ceux, militants et organisations, qui ont toujours eu à cœur de lutter contre le

³⁹ Le FLN et le MNA sont alors entrés dans une guerre fratricide qui se traduit en Algérie par le massacre de Melouza (Mechta-Kasbah), qui désigne la tuerie de masse perpétrée par le FLN contre les 303 habitants musulmans de ce village en 1957 sous prétexte qu'ils soutenaient le MNA.

colonialisme et de manifester leur sympathie au peuple algérien, il leur importe de crier leur indignation. Le silence deviendrait complicité.⁴⁰

Ce texte est notamment signé par des trotskystes du PCI majoritaire (Gérard Bloch, Marcel Baufrère, Pierre Lambert, Robert Chéramy, Daniel Renard), des anarchistes (Alexandre Hébert, Jacques Danos, Daniel Guérin), des socialistes de gauche⁴¹ (dont les anciens trotskystes Jean Cassou et Laurent Schwartz, des anciens du PC tels que les exclus qui forment *La Nation Socialiste* [Pierre Hervé, Auguste Lecoœur] et des intellectuels en rupture [Edgar Morin, Jean Duvignaud], ainsi que Yves Dechezelles, Marceau Pivert, Paul Ruff, Jean Rous, Yves Jouffa⁴², Colette Audry,⁴³ Philippe Viannay, des surréalistes (André Breton, Maurice Nadeau, Benjamin Péret, Pierre de Massot), ainsi que divers intellectuels (Michel Leiris, Jacqueline Delange, Geneviève Serreau, Charles Ronsac, Clara Malraux), dont certains en rupture avec le pouvoir sur la question algérienne (Maurice Clavel, René Dumont). De nombreux signataires sont également membres du CLADO. Certains seront également signataires en 1960 du Manifeste des 121⁴⁴.

1.4.2 Le comité de solidarité et de défense des syndicalistes algériens

Dans la continuité de l'appel à l'opinion, le 9 janvier 1958, des militants syndicalistes appartenant à la CGT, FO, FEN et l'USTA, dont Pierre Lambert et Alexandre Hébert, communiquent la déclaration suivante:

⁴⁰ «Appel à l'opinion», in *La Vérité*, n°473, 17 octobre 1957, p. 1.

⁴¹ La plupart des individus regroupés sous ce vocable, lorsque cela n'est pas précisé, issus de la Résistance, sont membres de la Nouvelle Gauche, de l'Union de la Gauche Socialiste (UGS) puis du Parti Socialiste Unifié (PSU).

⁴² Un des fondateurs de l'UGS, avocat de membres du MNA.

⁴³ Colette Audry (1906-1990), est une dramaturge, romancière, scénariste et dialoguiste française. Militante socialiste de longue date (elle fut notamment militante du Parti socialiste ouvrier et paysan, du Parti socialiste unifié et de l'Union des groupes et clubs socialistes), elle est membre du comité directeur du Parti socialiste de 1971 à 1981. Elle a présidé l'Institut d'études et de recherches socialistes (ISER) et fut co-fondatrice du Mouvement démocratique féminin (MDF) au début des années 1960. Voir notamment LIATARD, Séverine, *Colette Audry, 1906-1990. Engagements et identités d'une intellectuelle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011.

⁴⁴ Le Manifeste des 121, sous-titré «Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie», est signé par des intellectuels, universitaires et artistes et publié le 6 septembre 1960 dans le magazine *Vérité-Liberté*. Il est né dans le sillage du groupe informel dit des «Amis de la rue St-Benoît», du nom de la rue où habitait Marguerite Duras à Paris. Ce groupe comprenait Maurice Blanchot, Dionys Mascolo, Edgar Morin, Robert Antelme, Maurice Nadeau, tous étant des communistes qui avaient quitté le parti en 1956. Il a été pensé puis rédigé par Dionys Mascolo et Maurice Blanchot.

des militants syndicalistes de toutes appartenances se sont retrouvés autour de A. Bensid et M. Outaleb, nouveaux dirigeants de l'USTA, lesquels n'ont pas hésité à assumer les tâches d'A. Bekhat et de A. Filali, assassinés. Les rigueurs de la répression policière et les attentats dirigés contre les travailleurs algériens ont suscité la réprobation générale des travailleurs et de l'opinion publique ; C'est pourquoi, ces militants syndicalistes ont considéré de leur devoir d'apporter leur solidarité agissante et, à l'effet de donner pleine efficacité à cette aide, il a été décidé la création d'un Comité de solidarité et de défense des syndicalistes algériens. Le but principal de ce Comité est de rechercher tous les moyens susceptibles d'empêcher que ne tombent ceux qui –ainsi que le reconnaît Albert Camus- sont « les cadres dont l'Algérie de demain, quelle qu'elle soit, ne pourra se passer..., car à chaque militant qui tombe, l'avenir algérien s'enfoncé un peu plus dans la nuit ». Le Comité sera vigilant et attentif contre toutes les entraves au libre exercice du droit syndical et ne manquera pas d'intervenir auprès des pouvoirs publics chaque fois que lui sera signalé le cas de militants syndicalistes algériens victimes d'abus. En outre, le Comité se propose, au moyen de bulletins, réunions, conférences et contacts personnels, de permettre à toutes les organisations de travailleurs d'être complètement informées des difficiles et complexes problèmes que posent la défense des intérêts et le respect de la dignité des travailleurs de quelque origine qu'ils soient.⁴⁵

Les regroupements constitués autour de la révolution algérienne se poursuivent autour de la défense de la révolution des conseils ouvriers de Budapest, mais aussi plus généralement sur la question de la nécessaire unité des organisations ouvrières pour obtenir satisfaction sur les revendications des travailleurs. La lutte contre les menaces faites aux libertés démocratiques avec le retour au pouvoir du Général De Gaulle en mai 1958 cristallise cette politique de front unique.

⁴⁵ «Un Comité de défense des syndicalistes algériens», in *La Vérité*, n°484, 16 janvier 1958, p. 4.

2. L'anti-bonapartisme à travers la question de l'indépendance politique de la classe ouvrière

Après l'échec du Comité de liaison pour l'unité socialiste⁴⁶, qui était formé par des membres de la Jeune République, de la Nouvelle Gauche, du Mouvement de Libération du Peuple et du PCI, le Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière (CLADO) matérialise la volonté d'unité de militants issus de différents courants du mouvement ouvrier. En 1958, le Comité d'Action Révolutionnaire regroupe quant à lui uniquement des organisations ou individualités révolutionnaires afin de s'opposer à la prise du pouvoir par de Gaulle.

2.1 Le regroupement des militants syndicalistes et ouvriers

2.1.1 Le «Comité nantais pour l'unité d'action»

Après la tentative de *L'Unité Syndicale Pour la reconstruction démocratique d'une CGT unique*⁴⁷, le regroupement syndical organisé depuis 1950, qui publie le mensuel «L'Unité»⁴⁸, associe aux trotskystes du PCI deux autres composantes: des anarcho-syndicalistes (dont Alexandre Hébert et Maurice Joyeux) et des réformistes de FO (dont Yves Bellac et Michel Morin). Après le départ des syndicalistes réformistes, «L'Unité syndicale»⁴⁹, qui regroupe désormais les trotskystes et les anarcho-syndicalistes, publie dans son numéro 6 de novembre 1953 un appel à organiser des Assises nationales pour l'unité d'action syndicale. Ces assises devraient rassembler les différentes organisations syndicales localement mais aussi nationalement, l'objectif étant que les confédérations syndicales mettent au point le front unique puis les actions communes pour continuer et amplifier la grève d'août.

En 1954, des proches d'Alexandre Hébert adressent, sous l'étiquette de «Comité nantais pour l'unité d'action», un courrier aux unions départementales: «Les

⁴⁶ Il est fait état de ce comité dans un article «où en est l'union?» paru dans *La Vérité*, n°462 du 14 juin 1957.

⁴⁷ *L'Unité Syndicale Pour la reconstruction démocratique d'une CGT unique* connaîtra 5 numéros de mars 1948 à avril 1949.

⁴⁸ *L'Unité, organe des Comités pour la Démocratie et l'Unité Syndicales*, qui paraît de juillet 1950 à février 1952 (n°35), note dans le procès verbal de son assemblée constitutive comme collaborateurs au journal notamment Joyeux, Chéramy et Lambert.

⁴⁹ *L'Unité Syndicale, Tribune Libre du Mouvement Syndical* paraît de mai 1952 à mai-juin 1957 (n°25) avec pour Directeur Chéramy et pour collaborateurs Dumont, Renard, Lefevre, Hirzel, Lambert, Sadik.

derniers mouvements de grève, en particulier d'août 1953, ont démontré la volonté de lutte des travailleurs et la nécessité de réaliser l'unité d'action afin d'obtenir satisfaction à leurs revendications. [...] À cette intention, le Comité national pour l'unité d'action regroupant des camarades de toutes tendances et, parmi eux, des responsables syndicaux, organise le 5 décembre les Assises nationales de l'unité d'action[...]. Ce courrier est signé par cinq militants de la CGT et cinq de FO: Lisette Cardinal (CGT – liée à André Cardinal, l'une des chevilles ouvrières de la reconstruction du PCI après 1948); Guy Coignaud (FO, membre du PCI); Denis Lagrauiet (CGT); Roger Maillard (FO, militant des Auberges de jeunesse); Roger Mary (CGT, membre du PCI); Georges Fasa (membre de la commission administrative de l'UD FO, cheminot révoqué lors des grèves de 1953, membre de la Fédération anarchiste); Michel Hivert (FO); Michel Barbe (FO); Georges Nouvel (CGT, membre du PCI); et Jacques Ryo (membre de la commission administrative de l'UD FO, militant des Auberges de jeunesse).⁵⁰

Si en 1968, un *Comité nantais pour des assises nationales d'unité d'action* verra à nouveau le jour, précurseur des comités d'alliance ouvrière, le Comité nantais pour l'unité d'action constitue surtout le terreau à partir duquel le CLADO va se développer.

2.1.2 Le Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière (CLADO)

C'est sur le terrain direct de la classe ouvrière qu'à partir d'un appel de militants ouvriers et syndicalistes de la région nantaise va être constitué un Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière. Le CLADO regroupe ainsi des militants ouvriers, syndicalistes, dont des trotskystes et des anarcho-syndicalistes. Il est une première matérialisation de cette recherche d'un cadre de confluence et de convergence de militants ouvriers d'origines diverses combattant sur le terrain de l'indépendance politique de la classe ouvrière.⁵¹

Le CLADO est ainsi un regroupement formé en 1956 sur la défense tant des militants de l'indépendance algérienne (du MTLN puis du MNA autour de Messali Hadj) que des combattants antistaliniens hongrois. Pierre Broué est le rédacteur en chef de son bulletin, *La Commune*, qui connaît six numéros jusqu'en février 1958 et associe Marceau Pivert (jusqu'au décès de celui-ci), Michel Rocard des Étudiants

⁵⁰ PATILLON, Christophe, *op. cit.*

⁵¹ «Le combat pour la construction du parti (et la stratégie de la transition)», in *La Vérité*, n°60-61 nouvelle série, mars 2008, p. 107.

Socialistes et des intellectuels en rupture avec le stalinisme (Edgard Morin et Jean Duvignaud).

Fondé en novembre à la suite des interventions anglo-française en Egypte et russe en Hongrie, le Comité a rassemblé 21 groupes en France, autour de Paul Ruff, syndicaliste enseignant, Jean Cassou, André Breton, Edgar Morin, Jean Duvignaud, écrivains, Yves Dechezelles, militant de la Nouvelle Gauche, Marceau Pivert, militant socialiste, Docteur Martinet, Cercle Zimmerwald⁵², Robert Lucente, métallo, Rino, employé, Pierre Lambert, militant trotskyste, Maurice Clavel, A.J.Capocci, journalistes, etc., intellectuels et militants ouvriers de toutes tendances politiques et syndicales.⁵³

Le 10 février 1957, a lieu l'Assemblée Générale du CLADO qui fait état, suite à l'appel du CLADO, d'adhésions individuelles et collectives ayant permis la constitution de groupes actifs dans 10 départements. Cette Assemblée lance l'idée de la parution d'un journal⁵⁴ afin «de défendre la plate-forme qui est la nôtre, l'organisation démocratique de l'avant-garde en dehors des appareils qui approuvent la répression contre-révolutionnaire en Algérie et en Hongrie»⁵⁵, tout en soulignant le problème de financement de cet organe. Le 14 juin 1957,

une assemblée publique du CLADO à laquelle ont assisté environ 150 militants ouvriers, syndicalistes, politiques, enseignants, intellectuels révolutionnaires, etc., venus confronter leurs positions très diverses sur les bases communes d'une politique de classe, d'opposition aux appareils stalinien et réformiste et de défense du droit des peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes.⁵⁶

Y prennent notamment la parole Lamizet pour le Cercle Zimmerwald, Maurice Clavel de la Nation Socialiste⁵⁷, Yvan Craipeau en tant que représentant de la Nouvelle Gauche, Jean Rous, Marceau Pivert et Pierre Lambert.

⁵² En décembre 1951, Pierre Monatte et ses amis de la Révolution prolétarienne prirent l'initiative de créer à Paris un Cercle Zimmerwald – en référence à la conférence de Zimmerwald tenue pendant la Première guerre mondiale par des socialistes, des syndicalistes et des pacifistes. En 1951, il s'agissait cette fois de tenter d'empêcher une troisième guerre mondiale et de mobiliser les travailleurs sur le thème de l'internationalisme prolétarien.

⁵³ «Communiqué», *La Vérité*, n°445, 8 février 1957, p.2.

⁵⁴ Le premier numéro de *La Commune*, tribune mensuelle du CLADO, est annoncé dans *La Vérité*, n°455 du 19 avril 1957.

⁵⁵ «Une réunion du CLADO», in *La Vérité*, n°448, 1er mars 1957, p. 1.

⁵⁶ «La réunion du CLADO», in *La Vérité*, n° 463, 21 juin 1957, p. 2.

⁵⁷ En 1956, Auguste Lecœur crée avec d'autres anciens communistes comme Auguste Havez un bulletin d'information *La Nation Socialiste*. En octobre 1958, adhère à la SFIO le petit groupe

En particulier le CLADO de Nantes était très lié à la lutte des classes suite à la grève de 55 [...] le CLADO a entraîné un développement important mais il a été court-circuité par le 13 mai 58. Néanmoins le regroupement commencé ne disparaît pas: le CLADO continue.⁵⁸

Sa continuité est en outre assurée

dans la période qui précède mai 1968 par «l'Alliance ouvrière», cherchant à rassembler, avec les militants trotskystes [de l'Organisation Communiste Internationaliste], des militants ouvriers, anarcho-syndicalistes, militants en rupture avec le PCF... Cela donnera naissance au début de la grève générale de 1968 à des comités rassemblant ces forces, dénommés comités d'alliance ouvrière (CAO).⁵⁹

2.2 L'unité des organisations ouvrières face à De Gaulle

2.2.1 Le Comité de Liaison et de Défense des Libertés Démocratiques

Le 13 mai 1958, suite à un coup d'Etat, les Algérois d'origine européenne en appellent au général de Gaulle pour maintenir la main-mise de la France sur l'Algérie. L'insurrection va avoir raison de la IVème République et annonce l'avènement de la Vème République.

Dès le 17 mai 1958, le PCI majoritaire déclare que

dans la lutte pour la défense des libertés démocratiques, contre les menaces de dictature militaire, les trotskystes ne formulent aucune exclusive, ils ne posent aucune condition. Dans les syndicats, les quartiers, les entreprises, les universités,

d'exclus communistes organisé autour de *La Nation Socialiste*. Par la violence physique et l'intimidation, la direction communiste avait tenté de les empêcher de s'exprimer et depuis au moins deux ans, ils bénéficiaient de l'appui matériel des dirigeants socialistes, leur hebdomadaire étant déjà largement subventionné par la SFIO. Auguste Lecoeur et Pierre Hervé qui animent ce groupe considéraient que, depuis mai 1958, les libertés étaient menacées et que pour survivre à une éventuelle nouvelle crise, il était préférable d'être dans un vrai parti. Aussi, après avoir tenté de rallier l'UGS en 1957, puis le PSA, en 1958, ils entrent à la SFIO (le PSA avait refusé pour des motifs politiques: *la Nation socialiste* avait eu des positions proches de celles de la SFIO sur l'Algérie). Jusqu'à leur refus de l'Union de la gauche qui va les amener à se séparer des socialistes à la fin de la décennie suivante, ils militent au sein et à l'extérieur du parti.

⁵⁸ «Entretien avec François de Massot le 25/04/2005 au CERMTRI» reproduit dans HENTZGEN, Jean, *op. cit.*, p. 179.

⁵⁹ «Le combat pour la construction du parti (et la stratégie de la transition)», in *La Vérité*, n°60-61 nouvelle série, mars 2008, pp. 108-109.

ils participent à toute action, si limitée soit-elle, à tout regroupement, si limité soit-il; ils appellent les travailleurs, les organisations ouvrières à tous les échelons à se regrouper pour l'action. C'est dans cet esprit que notre parti participe au comité de liaison formé sur le plan parisien avec la Fédération Socialiste SFIO, l'UD-FO, la Fédération Anarchiste, etc... Nous avons, avec les représentants d'autres organisations, demandé que ce comité soit ouvert à toutes les organisations ouvrières.⁶⁰

Cette collaboration entre la FA et le PCI au sein du Comité de Liaison et de Défense des Libertés Démocratiques (CLDDL) se poursuit avec la création du CAR.

2.2.2 Le Comité d'Action Révolutionnaire ou l'unité des révolutionnaires (CAR)

Comme les trotskystes, d'autres révolutionnaires estiment que la loi sur l'état d'urgence est une mesure directement dirigée contre la classe ouvrière. C'est pourquoi la Fédération Anarchiste, le Parti Communiste Internationaliste (trotskyste), le Comité de Liaison et d'Action pour la Démocratie Ouvrière ont décidé de former un Comité d'Action Révolutionnaire dont le siège est 3, rue Ternaux, Paris (XIe)⁶¹.

Le Comité d'Action Révolutionnaire «se donne pour tâche de mener un combat sans merci contre la clique des généraux et la paix en Algérie. Le CAR fera tout pour permettre aux travailleurs de s'organiser pour mener cette lutte et la diriger»⁶². Regroupant uniquement des organisations ou individualités révolutionnaires, le CAR réunira le PCI majoritaire, la Fédération Anarchiste, le syndicat des Charpentiers en fer CGT de la région parisienne, les Jeunesses Libertaires, le CLADO, les Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire (GAAR)⁶³, le Groupe d'Étudiants Révolutionnaires et les Groupes Rive Gauche des Jeunesses socialistes de la Seine. En

⁶⁰ «Déclaration du PCI (Trotskyte) sur le coup de force d'Alger et ses conséquences», Paris, 17 mai 1958, reproduit dans *Les Cahiers du CERMTRI*, n°131, novembre 2008, p. 39.

⁶¹ *Ibid.*, p. 40.

⁶² *La Vérité*, n°503, 29 mai 1958.

⁶³ Ces derniers ont par ailleurs pris l'initiative de réunir le Comité de Coordination Libertaire (CCL) groupant outre les GAAR eux-mêmes, scission de la FCL, les Jeunes Libertaires, la CNT et la Fédération Anarchiste. La CNT n'y a joué qu'un rôle passif, le *Combat Syndicaliste* ne relayant aucune information ou communiqué sur ce comité. La guerre d'Algérie et plus largement l'anti-colonialisme ne semblent d'ailleurs pas avoir été un objectif de lutte de la CNT. Si elle condamne le régime colonialiste français et par conséquent la guerre d'Algérie, elle ne soutient pour autant ni le MNA, ni le FLN : «Nous ne faisons pour l'instant que constater et ne voulons prendre position pour ou contre la nouvelle résistance établie que quand celle-ci manifesterait son intention de lutte pour une véritable émancipation de tous les travailleurs».

plus des tracts édités par le CAR collés et distribués, ces militants participèrent au défilé Nation-République du 28 mai à Paris. Les «manifestants qui, sur cent mètres, rassemblés par le Comité d'Action Révolutionnaire, lançaient "A bas De Gaulle" et chantaient l'Internationale»⁶⁴.

Place de la République, où les manifestants hésitèrent longtemps avant de se disperser, le service d'ordre de la manifestation s'acharna à maintenir le calme, à empêcher tout heurt avec les CRS dissimulés à quelques dizaines de mètres. Trotskyistes, anarchistes, syndiqués CGT des charpentiers en fer, qui s'étaient quelques jours plus tôt réunis dans un «Comité d'Action Révolutionnaire», avaient formé dans la manifestation un noyau de quelques centaines de gars décidés qui tentèrent en vain de forcer le barrage des responsables de la dislocation. La voie qu'ils ouvraient était la seule susceptible d'interdire à de Gaulle le pouvoir⁶⁵

Début juin, un tract du CAR associant à la FA de la région parisienne⁶⁶, au PCI (Trotskyiste), aux GAAR et aux jeunes libertaires, le groupe "Pouvoir Ouvrier", Hoyez (secrétaire du syndicat des monteurs-levageurs de la CGT) et Raymond Guilloré de la FEN (de la tendance syndicale École Émancipée), explique que fonctionnant selon les principes fédératifs,

le CAR fut créé aux tous premiers jours du complot militaire d'Alger pour répondre aux vœux des militants d'agir énergiquement contre les factieux. Ses activités durant ces dernières semaines a donné son vrai caractère aux réactions des travailleurs que les politiciens voulaient utiliser à leur profit. Le CAR appelle les travailleurs à s'organiser sur les lieux de travail. Le fascisme s'installera tôt ou tard si la classe ouvrière ne prend pas l'initiative de la riposte. La constitution d'un parti fasciste de masse est dans l'air. Il faut que lui soit opposé une solide association des prolétaires. Si la nécessité de l'organisation politique révolutionnaire est incontestable, le regroupement des travailleurs libérés de la tutelle de politiciens et de bonzes syndicaux est une tâche urgente.⁶⁷

⁶⁴ LANGLADE, Robert, «Comment de Gaulle a pris le pouvoir», in *supplément à La Vérité n°508* du 17 juillet 1958, reproduit dans *Les Cahiers du CERMTRI*, n° 131, novembre 2008, p. 33.

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ Le CAR est surtout présent à Paris. Toutefois, en province, des manifestations et des comités locaux du CAR se développent, notamment à Lyon, dans le Nord, le Centre et le Midi.

⁶⁷ «Devant la menace fasciste préparons la riposte ouvrière», tract du CAR reproduit dans *Les Cahiers du CERMTRI*, n°131, novembre 2008, p. 65.

Cette politique d'unité se poursuit dans la décennie suivante, préparant la grève générale de mai-juin 1968. C'est ainsi que le 24 juin 1967, 1100 militants ouvriers de toutes organisations syndicales, de toutes tendances, réunis à l'occasion d'un rassemblement pour des Assises nationales d'unité d'action, décident de se constituer dans les entreprises, les professions et localement en Comités d'alliance ouvrière qui

s'engagent à lutter, en toutes circonstances, pour que le Front Unique, classe contre classe, devienne l'instrument de la mobilisation, de la résistance ouvrière à l'exploitation. Comme méthode, pour atteindre cet objectif, les militants combattront pour la convocation de comités d'action, à tous les échelons, dans les entreprises, les professions et interprofessionnellement pour que se constituent des comités intersyndicaux et interprofessionnels de résistance aux pouvoirs spéciaux dans le but d'aboutir aux Assises nationales d'unité d'action.⁶⁸

La continuité de ces premiers regroupements peut aujourd'hui se retrouver dans le fait que de 1991 à 2008, le Parti des Travailleurs (PT) tente cette réconciliation entre anarcho-syndicalisme et marxisme sous ses différentes formes (socialiste, communiste et trotskyste) à partir de dénominateurs communs: la laïcité (les militants anarcho-syndicalistes et trotskystes se retrouvent d'ailleurs au sein de la Libre Pensée, que côtoient en outre certains membres de la Fédération Anarchiste), le combat contre l'Union Européenne et l'indépendance des syndicats sur le modèle de la Charte d'Amiens⁶⁹. Le Parti ouvrier indépendant (POI) naît en juin 2008 notamment de la convergence entre le PT, des élus et des militants ouvriers en rupture avec le PC et le PS. Les trotskystes sont aujourd'hui organisés au sein du Courant Communiste Internationaliste du POI.

Nous pouvons par ailleurs signaler que depuis 1996 l'Union des anarcho-syndicalistes⁷⁰ et le PT (puis le POI) sont membres de la même Internationale, l'Entente Internationale des Travailleurs et des peuples.

⁶⁸ DE MASSOT, François, «La grève générale. Mai-juin 1968», in *Supplément au n° 437 d'Informations Ouvrières*, 2008, pp. 13-14. Stéphane Just note quant à lui que cette réunion a eu lieu le 25 juin 1968 dans JUST, Stéphane, «La grève générale de mai-juin 1968 est venue de loin», in *La Vérité*, n° 591, avril 1980, p. 9.

⁶⁹ La charte adoptée en octobre 1906 par la CGT et connue à partir de 1912 sous le nom de Charte d'Amiens reste la référence théorique du syndicalisme en France, en particulier du syndicalisme confédéré. La Charte, qui reconnaît la lutte de classe, assigne au syndicalisme la défense des revendications immédiates et quotidiennes, avec pour horizon l'expropriation capitaliste au moyen de la grève générale, en toute indépendance des partis politiques et de l'État.

⁷⁰ L'Union des anarcho-syndicalistes (UAS) est créée en 1962 par des militants de la CGT-FO, et notamment par Alexandre Hébert.

* L'auteur

Mathieu Le Tallec a étudié à la Faculté de Droit et Science Politique de l'Université de Rennes. Il a publié «Le trotskysme ou l'éthique de la conviction», in *Dissidences: Trotskysmes en France*, n. 6, pp. 92-106; «Le Surréalisme, l'Opposition de gauche et ses suites. Trajectoires croisées, entre attraction et répulsion (1928-1938)», in *Aden – Paul Nizan et les années Trente: Artistes, engagez-vous!*, n. 10.

URL: < <http://studistorici.com/progett/autori/#LeTallec> >

Per citare questo articolo:

LE TALLEC, Mathieu, « L'unité d'action des trotskystes, anarchistes et socialistes de gauche autour de l'anticolonialisme et de l'anti-bonapartisme (1954-1958) », *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea: Quando la classe operaia andava in paradiso*, 13/2/2012,
 URL:< http://www.studistorici.com/2012/02/13/le-tallec_numero_9/ >

Diacronie Studi di Storia Contemporanea  www.diacronie.it

Risorsa digitale indipendente a carattere storiografico. Uscita trimestrale.

redazione.diacronie@hotmail.it

Comitato di redazione: Marco Abram – Giampaolo Amodei – Jacopo Bassi – Luca Bufarale – Alessandro Cattunar – Alice De Rensis – Barbara Galimberti – Deborah Paci – Fausto Pietrancosta – Martina Sanna – Matteo Tomasoni – Luca Zuccolo



Diritti: gli articoli di *Diacronie. Studi di Storia Contemporanea* sono pubblicati sotto licenza Creative Commons 2.5. Possono essere riprodotti a patto di non modificarne i contenuti e di non usarli per fini commerciali. La citazione di estratti è comunque sempre autorizzata, nei limiti previsti dalla legge.